



# Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale  
20 novembre 2009  
Français  
Original : anglais

Assemblée générale  
Soixante-quatrième session  
Point 14 de l'ordre du jour  
**Conflits prolongés dans la région du Groupe  
GUAM et leurs incidences sur la paix et la sécurité  
internationales et sur le développement**

Conseil de sécurité  
Soixante-quatrième année

## **Lettres identiques datées du 18 novembre 2009, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie, en date du 12 novembre 2009, sur le huitième cycle des pourparlers de Genève qui s'est tenu le 12 novembre 2009 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, au titre du point 14 de l'ordre du jour.

Une lettre identique a été adressée au Président du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent  
(Signé) Alexander **Lomaia**



**Annexe aux lettres identiques datées du 18 novembre 2009  
adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil  
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère des affaires étrangères  
de la Géorgie**

Le huitième cycle des pourparlers de Genève, qui s'est tenu le 11 novembre 2009, a porté sur la sécurité et la stabilité en Abkhazie et dans la région de Tskhinvali, territoires géorgiens occupés, et sur le retour des réfugiés et des déplacés. Les deux groupes de travail se sont réunis, et les participants ont pris part aux réunions à titre individuel. Le chef de l'administration provisoire de l'ex-région autonome d'Ossétie du Sud, M. Dimitri Sanakoev, et le Président du Gouvernement de la République autonome d'Abkhazie, M. G. Baramia, ont participé aux pourparlers du huitième cycle. Des représentants de la Géorgie, des États-Unis et de la Fédération de Russie ont pris part aux débats, l'ONU, l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) jouant le rôle de médiateurs. Des représentants des régimes fantoches ont également participé aux groupes de travail.

Les délibérations du premier groupe de travail ont essentiellement porté sur la libération des quatre jeunes Géorgiens détenus depuis le 4 novembre 2009 par les forces d'occupation russes et actuellement retenus en otage par les autorités fantoches de Tskhinvali. Les médiateurs partageaient l'extrême inquiétude de la partie géorgienne sur ce problème révoltant, qui doit être réglé sans délai.

Il est regrettable que les forces d'occupation russes et les autorités fantoches de Tskhinvali continuent de se soustraire à l'engagement qu'elles ont pris, dans le cadre du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention, d'autoriser les habitants de la région à franchir librement la ligne d'occupation. Les médiateurs ont distribué un document proposant des moyens de réglementer le passage de la ligne d'occupation pour empêcher que de tels incidents ne se reproduisent. Ce document sera examiné à l'occasion du prochain cycle de pourparlers de Genève. Les médiateurs ont également distribué un document sur les visites conjointes effectuées dans le cadre du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention et invité les participants à étudier toutes les possibilités qu'offrent ces mécanismes pour éviter de nouveaux incidents.

Les participants géorgiens ont répété qu'il fallait que l'accord de cessez-le-feu du 1<sup>er</sup> août 2008 soit appliqué intégralement et que les forces russes se retirent sans condition des régions occupées de la Géorgie. Ils ont également souligné que, dans l'intérêt de la stabilité et de la transparence, il était essentiel de laisser les organisations internationales, en particulier la Mission de surveillance de l'Union européenne, accéder aux territoires occupés. Il est intéressant de constater qu'à l'exception des représentants de la Puissance occupante et de ses régimes fantoches, tous les participants des pourparlers de Genève partagent cette position et tiennent à ce que l'accord de cessez-le-feu soit pleinement respecté et la présence internationale renforcée.

Par ailleurs, les participants du Groupe de travail I ont examiné les éléments qui pourraient servir de cadre à la conclusion d'accords de sécurité internationaux,

dont la réaffirmation de l'interdiction du recours à la force. Malgré la forte résistance opposée par la partie russe et les représentants des régimes fantoches, les médiateurs continueront à chercher un terrain d'entente sur le document actuellement à l'examen. La partie géorgienne est convaincue que ce document est un bon point de départ et félicite les médiateurs d'avoir pris des mesures fermes dans la bonne direction. Il semble extrêmement regrettable et cynique de la part de la Russie, qui a longtemps insisté pour conclure avec la Géorgie un accord sur l'interdiction du recours à la force, de rejeter aujourd'hui les propositions qui prévoient le renouvellement de cet engagement et l'adoption d'un ensemble de mesures destinées à assurer la sécurité sur le terrain grâce à des accords internationaux.

Le Groupe de travail I a également examiné les travaux du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention. Il est fort regrettable que, sous la direction de Moscou, les autorités fantoches de Tskhinvali tentent de saper les mécanismes de ce type. Même s'ils n'ont pas permis de régler les problèmes de sécurité les plus importants, nous restons convaincus qu'ils seront à l'avenir un bon moyen de dissiper les tensions. Malheureusement, les forces d'occupation et les autorités fantoches de Tskhinvali tentent manifestement de ralentir les travaux.

Au sein du Groupe de travail II, les participants ont continué d'examiner l'éventail de mesures proposées par les médiateurs pour permettre le retour des déplacés et des réfugiés dans la sécurité et la dignité grâce à une action concertée. Là encore, l'attitude de Moscou et des autorités fantoches a été extrêmement négative et cynique. Ils continuent en effet d'exiger que les procédures de retour ne commencent pas tant que le document interdisant le recours à la force ne sera pas signé et que les travaux du Groupe de travail I n'aient pas progressé, alors que ce sont précisément eux qui les ralentissent par leur attitude négative, qui s'inscrivent dans la continuité des politiques menées depuis des décennies pour empêcher à tout prix le retour des réfugiés et des déplacés. Même si les débats doivent se poursuivre dans le cadre du prochain cycle de pourparlers, il semble peu probable que des mesures concrètes seront prises dans ce sens, à moins que les forces d'occupation russes et les régimes fantoches ne revoient leurs positions inhumaines.

Les participants du Groupe de travail II ont également évoqué la question de la fourniture de services collectifs de base – eau et gaz – à la population touchée par la guerre dans les alentours de la région de Tskhinvali et dans le district occupé d'Akhalgori. Malgré la volonté de la partie géorgienne de surmonter ses divergences avec le camp adverse par des moyens acceptables par tous, en faisant intervenir l'OSCE et des experts indépendants et en évitant les prises de position politiques, il semble que la Russie et les autorités fantoches de Tskhinvali ne tiennent pas à améliorer les conditions de vie des habitants des territoires occupés.

Les participants des deux groupes de travail ont pris le temps d'examiner le rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le conflit de Géorgie (rapport Tagliavini). La partie géorgienne a distribué un document présentant les principales conclusions du rapport et appelé l'attention sur celles qui concernaient le nettoyage ethnique perpétré contre les Géorgiens pendant et après la guerre d'août 2008, les violations massives des droits de l'homme et du droit humanitaire, la réfutation de l'accusation de génocide des Ossètes, la thèse selon laquelle la Russie préparait une opération militaire et des mercenaires et des soldats de l'armée russe régulière (et non du maintien de la paix) étaient déployés

dans la région de Tskhinvali avant que les hostilités éclatent, le fait que l'opération militaire de grande envergure lancée par la Russie sur le territoire de la Géorgie, en particulier en Abkhazie, constituait une violation du droit international, le caractère illégal de la politique de délivrance de passeports de la Russie, le rôle non constructif et contre-productif joué par la Russie dans le processus de paix avant la guerre d'août 2008, et le fait que la reconnaissance de « l'indépendance » des régions occupées de la Géorgie, inséparables de celle-ci, constituait une violation du droit international.

Il est clair que la Russie et ses régimes fantoches n'ont pas approuvé les conclusions de la Commission et ont tenté de ne mettre en évidence que la partie du rapport qui concernait les événements de la nuit du 7 au 8 août. Toutefois, il a bien été rappelé aux participants du Groupe de travail I que le rapport disait clairement que le bombardement de Tskhinvali n'était que le point culminant d'une longue période de tensions, de provocations et d'incidents qui étaient allés en s'aggravant et que les explications sur les origines du conflit ne pouvaient être limitées à l'attaque à l'artillerie lourde lancée dans la nuit du 7 au 8 août sur Tskhinvali, mais devaient également prendre en compte les années qui avaient précédé la guerre et la montée des tensions dans les mois et les semaines qui avaient immédiatement précédé l'ouverture des hostilités. Malheureusement, une fois de plus, les représentants de la Puissance occupante et de ses régimes fantoches n'ont pas dit s'ils approuvaient ou non les principales conclusions du rapport Tagliavini et les observations et recommandations figurant dans la dernière partie de son premier volume.

Les participants sont convenus de se réunir le 28 janvier 2010 pour le neuvième cycle des pourparlers de Genève.

Tbilissi, le 12 novembre 2009